

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 97 — 1621

[C - 97/27404]

17 JUILLET 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au contrôle administratif et budgétaire

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 8, alinéa 2, modifié par l'arrêté royal n° 88 du 11 novembre 1967;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, notamment l'article 51, alinéa 1^{er};

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 46, alinéa 2;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 5 décembre 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 janvier 1997;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 4 juin 1997;

Sur la proposition du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Dispositions introductives

Article 1^{er}. Le contrôle administratif et budgétaire est exercé par le Gouvernement, par le Ministre ayant le Budget dans ses attributions et par le Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions.

Il porte sur les projets de décisions du Gouvernement ainsi que sur ceux des services d'administration générale de la Région.

Le Gouvernement, le Ministre ayant le Budget dans ses attributions et le Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions sont assistés par les Inspecteurs des Finances.

CHAPITRE II. — Le Gouvernement

Art. 2. Le Gouvernement décide les mesures indispensables à la confection du budget.

Le Ministre qui a le Budget dans ses attributions élabore les avant-projets de décret budgétaire et les amendements d'initiative gouvernementale à ces projets.

Art. 3. Le Gouvernement surveille l'exécution du budget. A cet effet, le Ministre qui a le Budget dans ses attributions informe régulièrement le Gouvernement sur la situation budgétaire et les perspectives concernant l'exécution du budget.

Le Gouvernement détermine son attitude à l'égard des propositions de décrets et des amendements d'initiative parlementaire dont l'adoption serait de nature à avoir une incidence, soit sur les recettes, soit sur les dépenses.

Art. 4. En cas d'urgence, les compétences du Gouvernement visées à l'article 3, alinéa 2 ainsi que le droit d'amendement du Gouvernement relatif au budget de la Région sont exercées par le Ministre qui a le Budget dans ses attributions.

CHAPITRE III. — Le Ministre qui a le Budget dans ses attributions

Art. 5. Sont soumis à l'accord préalable du Ministre qui a le Budget dans ses attributions les avant-projets de décrets, les projets d'arrêtés, de circulaires ou de décisions :

1° pour lesquels les crédits sont insuffisants ou inexistantes;

2° qui sont directement ou indirectement de nature à influencer les recettes ou à entraîner des dépenses nouvelles;

3° qui édictent ou modifient des règles organiques concernant l'octroi des subventions;

4° qui concernent les subventions facultatives de plus de F 600 000 qui ne font pas l'objet d'une inscription nominative du bénéficiaire au tableau des allocations de base joint au budget général des dépenses;

5° qui concernent les subventions facultatives de plus de 20 millions de francs qui font l'objet d'une inscription nominative du bénéficiaire au tableau des allocations de base joint au budget général des dépenses;

6° qui concernent les projets de décisions relatives aux marchés de travaux, de fournitures et de services, qui sont soumis au Gouvernement en fonction de l'arrêté portant règlement de son fonctionnement;

7° qui concernent l'octroi de la garantie de la Région en dehors de l'application de dispositions organiques qui en définissent les conditions d'attribution.

Le Ministre du Budget rend son accord dans un délai de dix jours.

Art. 6. Les projets de délibération du Gouvernement visés aux articles 40, § 2, et 44 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, sont soumis au Gouvernement conjointement par le Ministre qui a le Budget dans ses attributions et le Ministre fonctionnellement compétent.

CHAPITRE IV. — *Le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions*

Art. 7. Sont soumis à l'accord du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions les avant-projets de décrets et les projets d'arrêtés qui ont pour objet :

- 1° la fixation ou la modification des cadres;
- 2° la fixation ou la modification du statut pécuniaire du personnel et des échelles de traitements des grades;
- 3° la fixation ou la modification de dispositions statutaires pour le personnel.

CHAPITRE V. — *Dispositions communes aux chapitres III et IV*

Art. 8. Lorsque les avant-projets et projets visés aux articles 5 et 7 n'ont pas reçu l'accord du Ministre qui a le Budget dans ses attributions ou du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, ils peuvent être soumis au Gouvernement par le Ministre intéressé.

Art. 9. Le Ministre qui a le Budget dans ses attributions et le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions peuvent décider, chacun en ce qui le concerne, pour des matières déterminées, que l'avis favorable de l'Inspecteur des Finances dispense de leur accord préalable.

CHAPITRE VI. — *Les Inspecteurs des Finances*

Art. 10. Les Inspecteurs des Finances assument une fonction de conseiller budgétaire et financier du Ministre auprès duquel ils sont accrédités.

Art. 11. Les Inspecteurs des Finances adressent au Ministre auprès duquel ils sont accrédités toutes suggestions susceptibles d'accroître l'efficacité et l'efficience des moyens engagés, d'améliorer le fonctionnement des services, de réaliser des économies ou des recettes.

Art. 12. Les Inspecteurs des Finances donnent leur avis, lequel se conclut par une mention favorable ou défavorable, sur toutes les questions soumises à leur examen par le Ministre auprès duquel ils sont accrédités. Ils peuvent notamment être chargés par lui d'accomplir des investigations auprès des organismes publics ou privés, subventionnés par la Région.

Art. 13. Les Inspecteurs des Finances assument également une mission de contrôle au nom des Ministres qui ont le Budget ou la Fonction publique dans leurs attributions et donnent leur avis sur toutes les questions soumises par eux à leur examen, en ce compris, pour ce qui concerne le Ministre qui a le budget dans ses attributions, celles relatives aux placements, aux emprunts et aux prêts des organismes pararégionaux.

Les Inspecteurs des Finances peuvent être chargés par le Ministre qui a le Budget dans ses attributions du contrôle des opérations d'emprunt, de prêt, de placement financier des services du Gouvernement et des organismes pararégionaux de catégorie A, selon des modalités qu'il détermine.

Art. 14. Sont soumis, pour avis préalable, à l'Inspecteur des Finances :

- 1° les avant-projets de décrets, les projets d'arrêtés du Gouvernement et d'arrêtés ministériels, de circulaires ou de décisions;
 - a) qui sont soumis au Gouvernement dans le cadre des compétences visées au chapitre II;
 - b) qui sont soumis aux Ministres qui ont le Budget ou la Fonction publique dans leurs attributions;
- 2° les propositions dont la réalisation est de nature à entraîner une répercussion directe ou indirecte sur les dépenses ou sur les recettes de la Région, ainsi que celles qui sont relatives à l'organisation administrative des services;
- 3° les propositions relatives à l'octroi de la garantie de la Région;
- 4° les propositions présentées dans le cadre de la confection des budgets.

Art. 15. Par dérogation aux dispositions de l'article 14, 2°, l'avis de l'Inspecteur des Finances n'est pas requis pour :

- 1° des dépenses de personnel, pour autant qu'il s'agisse de l'application du statut pécuniaire et administratif;
- 2° des missions en Belgique et à l'étranger;
- 3° des marchés publics pour entreprises de travaux, de fournitures et de services dont le montant de l'estimation ou le montant hors TVA est inférieur aux montants suivants :

	adjudication publique ou appel d'offre général	adjudication restreinte ou appel d'offre restreint	procédure négociée et marché de gré à gré
travaux	10 000 000	5 000 000	2 500 000
fournitures	8 000 000	5 000 000	1 250 000
services	5 000 000	2 500 000	1 250 000

Toutefois, la notification des marchés supérieurs à F 200 000 sera communiquée mensuellement à l'Inspection des Finances.

4° des subventions :

- a) qui sont accordées conformément à des règles organiques qui en fixent les conditions d'octroi, le bénéficiaire et le montant de manière ferme et définitive;
- b) autres, dont le montant est inférieur à F 125 000;
- 5° d'autres dépenses régies par des règles organiques qui en fixent les conditions d'octroi, le bénéficiaire et le montant de manière ferme et définitive.

Par délibération du Gouvernement, les montants prévus à l'alinéa 1^{er} peuvent être adaptés pour certaines catégories de dépenses.

Les Inspecteurs des Finances conservent leur compétence consultative en ce qui concerne la consommation générale des crédits relatifs aux dépenses visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 16. Dans l'exercice de leurs fonctions, les Inspecteurs des Finances examinent si les propositions sont conformes aux décisions du Gouvernement et aux décisions ministérielles. Les observations de la Cour des comptes sont communiquées aux Inspecteurs des Finances.

Art. 17. Lorsque le Ministre intéressé ne peut se rallier à un avis défavorable émis par un Inspecteur des Finances sur une des propositions visées à l'article 14, 2^o et 3^o, il saisit le Gouvernement qui doit se prononcer sur la proposition.

Art. 18. Sur proposition du Ministre qui a le Budget dans ses attributions, le Gouvernement wallon décide de l'affectation des Inspecteurs des Finances.

Art. 19. Les Inspecteurs des Finances peuvent accomplir leur mission sur pièces et sur place.

Ils ont accès à tous les dossiers et à toutes les archives et reçoivent des services tous les renseignements qu'ils demandent.

Ils ne peuvent ni participer à la direction ou à la gestion des services du Ministre auprès duquel ils sont accrédités, ni donner d'ordre tendant à empêcher ou à suspendre des opérations.

Dans les cas d'urgence, les Ministres peuvent réclamer une communication de l'avis de l'Inspecteur des Finances dans un délai qu'ils déterminent.

CHAPITRE VII. — *Dispositions générales et finales*

Art. 20. Lorsqu'un Ministre soumet une des propositions visées par le présent arrêté au Gouvernement, au Ministre qui a le Budget dans ses attributions ou au Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, il y joint chaque fois l'avis de l'Inspecteur des Finances.

Art. 21. Tout arrêté mentionne dans son préambule, avec l'indication de la date, l'avis de l'Inspecteur des Finances, l'accord du Gouvernement, du Ministre qui a le Budget dans ses attributions ou du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions.

En cas d'application de l'article 9, il mentionne la décision du Ministre qui a le Budget dans ses attributions ou du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions.

Art. 22. L'application du présent arrêté ne porte pas préjudice aux dispositions prises par le Gouvernement par voie d'arrêté en vue du règlement de son fonctionnement.

Art. 23. Les membres du Gouvernement wallon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 juillet 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

ÜBERSETZUNG MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 97 — 1621

[C — 97/27404]

17. JULI 1997 — Erlaß der Wallonischen Regierung bezüglich der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 16. März 1954 bezüglich der Kontrolle bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, insbesondere des Artikels 8 Absatz 2, in seiner durch den Königlichen Erlaß Nr. 88 vom 11. November 1967 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen, insbesondere des Artikels 51 Absatz 1;

Aufgrund der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Buchführung des Staates, insbesondere des Artikels 46 Absatz 2;

Aufgrund des am 5. Dezember 1996, abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 10. Januar 1997, abgegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 4. Juni 1997, abgegebenen Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Einleitende Bestimmungen*

Artikel 1 - Die Verwaltungs- und Haushaltskontrolle wird von der Regierung, vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört, und vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört, ausgeübt.

Sie betrifft die Beschlüßentwürfe der Regierung sowie der allgemeinen Verwaltungsdienststellen der Region.

Die Finanzinspektoren stehen der Regierung, dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört, und dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört, bei.

KAPITEL II — *Die Regierung*

Art. 2 - Die Regierung beschließt über die Maßnahmen, die zur Anfertigung des Haushalts unerlässlich sind.

Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört, erstellt die Vorentwürfe der Haushaltsdekrete und die auf Initiative der Regierung eingereichten Änderungsanträge dieser Entwürfe.

Art. 3 - Die Regierung überprüft die Ausführung des Haushalts. Zu diesem Zweck informiert der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört, die Regierung regelmäßig über die Haushaltslage und die Aussichten bezüglich der Ausführung des Haushalts.

Die Regierung bestimmt ihre Einstellung im Hinblick auf die Dekretvorschläge und die auf parlamentarische Initiative eingereichten Änderungsanträge, die so beschaffen sind, daß ihre Verabschiedung sich entweder auf die Einnahmen oder auf die Ausgaben auswirken könnte.

Art. 4 - Im Dringlichkeitsfall werden die in Artikel 3 Absatz 2 erwähnten Zuständigkeiten der Regierung sowie das Abänderungsrecht der Regierung bezüglich des Haushalts der Region vom Minister ausgeübt, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört.

KAPITEL III — *Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört*

Art. 5 - Der vorherigen Zustimmung des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört, unterliegen die Dekretvorentwürfe, Erlaß-, Rundschreiben- und Beschußentwürfe:

- 1° für welche die Haushaltsmittel nicht reichen oder nicht bestehen;
- 2° die unmittelbar oder mittelbar die Einnahmen beeinflussen oder neue Ausgaben verursachen könnten;
- 3° die Grundregeln betreffend die Gewährung der Zuschüsse erlassen oder abändern;
- 4° die fakultative Zuschüsse über 600 000 BEF betreffen, für die kein Empfängername in die dem allgemeinen Ausgabenhaushaltsplan beigefügte Tabelle der Basiszuwendungen eingetragen wird;
- 5° die fakultative Zuschüsse über 20 Millionen BEF betreffen, für die der Empfängername in die dem allgemeinen Ausgabenhaushaltsplan beigefügte Tabelle der Basiszuwendungen eingetragen wird;
- 6° die Beschußentwürfe bezüglich der Bau-, Lieferungs- und Dienstleistungsaufträge betreffen, die der Regierung aufgrund des Erlasses zur Regelung ihrer Arbeitsweise unterbreitet werden;
- 7° die die Gewährung der Bürgschaft der Region außerhalb der Anwendung von grundlegenden Bestimmungen, die die Gewährungsbedingungen dieser Bürgschaft festlegen, betreffen.

Der Minister des Haushalts gibt seine Zustimmung innerhalb zehn Tagen ab.

Art. 6 - Die in Artikel 40 § 2 und 44 der koordinierten Gesetze über die Buchführung des Staates erwähnten Beschußfassungsentwürfe werden gemeinsam durch den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört, und durch den von der Funktion her zuständigen Minister der Regierung unterbreitet.

KAPITEL IV — *Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört*

Art. 7 - Der Zustimmung des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört, unterliegen die Dekretvorentwürfe und die Erlaßentwürfe, die Folgendes zum Gegenstand haben:

- 1° Festlegung oder Abänderung der Stellenpläne;
- 2° Festlegung oder Abänderung des Besoldungsstatuts des Personals und der Lohn Tabellen der Dienstgrade;
- 3° Festlegung oder Abänderung von statutarischen Bestimmungen für das Personal;

KAPITEL V — *Gemeinsame Bestimmungen für Kapitel III und IV*

Art. 8 - Wenn die in Artikel 5 und 7 erwähnten Vorentwürfe und Entwürfe die Zustimmung des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört, oder des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört, nicht erhalten haben, können sie durch den betroffenen Minister der Regierung unterbreitet werden.

Art. 9 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört, und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört, können, jeder für das, was ihn betrifft, für bestimmte Bereiche beschließen, daß ein günstiges Gutachten des Finanzinspektors von ihrer vorherigen Zustimmung befreit.

KAPITEL VI — *Die Finanzinspektoren*

Art. 10 - Die Finanzinspektoren bekleiden ein Amt als Haushalts- und Finanzberater des Ministers, bei dem sie akkreditiert sind.

Art. 11 - Die Finanzinspektoren richten an den Minister, bei dem sie akkreditiert sind, jeden Vorschlag, der die Wirksamkeit und die Effizienz der bereitgestellten Mittel steigern, die Arbeitsweise der Dienststellen verbessern und Einsparungen oder Einnahmen erzielen könnte.

Art. 12 - Die Finanzinspektoren geben ihr Gutachten über alle Angelegenheiten ab, die ihnen durch den Minister, bei dem sie akkreditiert sind, zur Prüfung vorgelegt werden. Am Schluß wird ihr Gutachten mit einem günstigen oder ungünstigen Vermerk versehen. Sie können insbesondere vom Minister beauftragt werden, Untersuchungen bei öffentlichen oder privaten, von der Region subventionierten Einrichtungen auszuführen.

Art. 13 - Die Finanzinspektoren üben ebenfalls eine Kontrollaufgabe im Namen der Minister, zu deren Zuständigkeitsbereich der Haushalt bzw. der öffentliche Dienst gehört, aus, und geben ihr Gutachten ab über alle Angelegenheiten, die ihnen von den besagten Ministern zur Prüfung vorgelegt werden, einschließlich der Angelegenheiten bezüglich der Anlagen, der Anleihen und Darlehen der pararegionalen Einrichtungen für was den Minister angeht, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört.

Die Finanzinspektoren können vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört, nach den von ihm bestimmten Modalitäten mit der Kontrolle der Maßnahmen betreffend die Anleihen, Darlehen, finanziellen Anlagen der Dienststellen der Regierung und der pararegionalen Einrichtungen der Kategorie A beauftragt werden.

Art. 14 - Dem Finanzinspektor wird das Folgende zum vorherigen Gutachten unterworfen:

1° die Dekretvorentwürfe, die Entwürfe von Erlassen der Regierung und von Ministerialerlassen sowie von Rundschreiben und Beschlüssen,

a) die der Regierung im Rahmen der in Kapitel II erwähnten Zuständigkeiten unterbreitet werden;

b) die den Ministern, zu deren Zuständigkeitsbereich der Haushalt bzw. der öffentliche Dienst gehört, unterbreitet werden;

2° die Vorschläge, die so beschaffen sind, daß ihre Verwirklichung sich entweder auf die Einnahmen oder auf die Ausgaben direkt oder indirekt auswirken könnte, sowie die Vorschläge bezüglich der verwaltungsmäßigen Organisation der Dienststellen;

3° die Vorschläge bezüglich der Gewährung der Bürgschaft der Region;

4° die Vorschläge, die im Rahmen der Anfertigung der Haushaltspläne vorgestellt werden.

Art. 15 - In Abweichung von den Bestimmungen von Artikel 14, 2° ist das Gutachten des Finanzinspektors nicht erforderlich für:

1° Personalausgaben, sofern es sich um die Anwendung des Besoldungs- und Verwaltungsstatuts handelt;

2° Dienstreisen in Belgien und ins Ausland;

3° öffentliche Aufträge für Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen, deren Schätzwert bzw. Betrag ohne MWSt. unter den in nachstehender Tabelle angegebenen Beträgen liegt:

	Öffentliche Ausschreibung oder allgemeiner Angebotsaufruf	Beschränkte Ausschreibung oder beschränkter Angebotsaufruf	Verhandlungsverfahren und freihändige Auftragsvergabe
Bau- und Arbeitsleistungen	10 000 000	5 000 000	2 500 000
Lieferungen	8 000 000	5 000 000	1 250 000
Dienstleistungen	5 000 000	2 500 000	1 250 000

Jedoch wird der Finanzinspektion die Notifizierung der Aufträge über 200 000 BEF monatlich übermittelt.

4° Zuschüsse:

a) die aufgrund von Grundregeln gewährt werden, die deren Gewährungsbedingungen, deren Empfänger und deren Betrag fest und endgültig festsetzen;

b) andere, deren Betrag unter 125 000 BEF liegt;

5° sonstige Ausgaben, die Grundregeln unterworfen sind, welche deren Gewährungsbedingungen, deren Empfänger und deren Betrag fest und endgültig festsetzen;

Durch Beschluß der Regierung können die in Absatz 1 vorgesehenen Beträge für bestimmte Ausgabenkategorien angepaßt werden.

Die Finanzinspektoren behalten ihre Zuständigkeit als Berater, was die allgemeine Anwendung der Mittel bezüglich der in Absatz 1 erwähnten Ausgaben betrifft.

Art. 16 - In der Ausübung ihres Amtes prüfen die Finanzinspektoren nach, ob die Vorschläge den Beschlüssen der Regierung und den ministeriellen Beschlüssen entsprechen. Die Bemerkungen des Rechnungshofes werden den Finanzinspektoren übermittelt.

Art. 17 - Wenn der betroffene Minister sich einem durch einen Finanzinspektor abgegebenen ungünstigen Gutachten über einen der in Artikel 14, 2° und 3° erwähnten Vorschläge nicht anschließen kann, unterbreitet er ihn der Regierung, die über den Vorschlag entscheiden muß.

Art. 18 - Auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört, beschließt die Regierung, wie die Finanzinspektoren eingesetzt werden.

Art. 19 - Die Finanzinspektoren können ihre Aufgabe nach Lage der Akten und an Ort und Stelle erfüllen. Sie haben Zugang zu jeder Akte und jeder Archivurkunde und erhalten von den Dienststellen jede von ihnen verlangte Auskunft.

Sie dürfen weder an der Leitung bzw. der Verwaltung der Dienststellen des Ministers, bei dem sie akkreditiert sind, teilnehmen, noch Befehle zur Verhinderung oder Aufhebung von Maßnahmen geben.

In Dringlichkeitsfällen können die Minister verlangen, daß das Gutachten des Finanzinspektors ihnen innerhalb einer von ihnen bestimmten Frist übermittelt wird.

KAPITEL VII — Allgemeine Schlußbestimmungen

Art. 20 - Wenn ein Minister eine der im vorliegenden Erlaß erwähnten Bestimmungen der Regierung, dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört, oder dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört, unterbreitet, fügt er jedesmal diesem Vorschlag das Gutachten des Finanzinspektors bei.

Art. 21 - In jedem Erlaß wird in der Präambel das Gutachten des Finanzinspektors, die Zustimmung der Regierung, des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört, oder des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört, unter Angabe des Datums angegeben.

Im Falle der Anwendung von Artikel 9 wird der Beschluß des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört, oder des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört, angegeben.

Art. 22 - Die Anwendung des vorliegenden Erlasses erfolgt unbeschadet der Bestimmungen, die die Regierung zur Regelung ihrer Arbeitsweise erlassen hat.

Art. 23 - Die Mitglieder der Wallonischen Regierung werden, jeder in seinem Bereich, mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. Juli 1997

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 97 — 1621

[C - 97/27404]

17 JULI 1997. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de administratieve en begrotingscontrole

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 8, tweede lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 88 van 11 november 1967;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, inzonderheid op artikel 51, eerste lid;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op artikel 46, tweede lid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 5 december 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 10 januari 1997;

Gelet op het advies van de Raad van State, uitgebracht op 4 juni 1997;

Op de voordracht van de Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepalingen*

Artikel 1. De administratieve en begrotingscontrole wordt door de Regering, door de Minister bevoegd voor de Begroting en de Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken uitgeoefend.

De controle heeft betrekking op de ontwerpen van beslissing van de Regering en op die van de diensten van het algemeen bestuur van het Gewest.

De Regering, de Minister bevoegd voor de Begroting en de Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken worden bijgestaan door de Inspecteurs van Financiën.

HOOFDSTUK II. — *De Regering*

Art. 2. De Regering beslist over de maatregelen, noodzakelijk voor het opmaken van de begroting.

De Minister bevoegd voor de Begroting stelt de voorontwerpen van begrotingsdecreet op en de amendementen van de Regering bij deze ontwerpen.

Art. 3. De Regering houdt toezicht op de uitvoering van de begroting. Daartoe licht de Minister bevoegd voor de Begroting geregeld de Regering in over de budgettaire toestand en over de vooruitzichten inzake de uitvoering van de begroting.

De Regering bepaalt haar houding ten opzichte van de voorstellen van decreet en de van het Parlement uitgaande amendementen, waarvan de aanneming een weerslag zou kunnen hebben, hetzij op de ontvangsten, hetzij op de uitgaven.

Art. 4. In dringende gevallen worden de bevoegdheid van de Regering waarvan sprake in artikel 3, tweede lid, alsmede het recht van de Regering op amendementen betreffende de begroting van het Gewest uitgeoefend door de Minister bevoegd voor de Begroting.

HOOFDSTUK III. — *De Minister bevoegd voor de Begroting*

Art. 5. Aan de voorafgaande instemming van de Minister bevoegd voor de Begroting worden onderworpen de voorontwerpen van decreet, de ontwerpen van besluit, van omzendbrief of van beslissing :

1° waarvoor geen of onvoldoende kredieten bestaan;

2° waardoor, rechtstreeks of onrechtstreeks, de ontvangsten kunnen worden beïnvloed, of nieuwe uitgaven kunnen ontstaan;

3° waarbij organieke regelen betreffende de toekenning van toelagen worden uitgevaardigd of gewijzigd;

4° die betrekking hebben op de facultatieve toelagen hoger dan F 600 000 die geen aanleiding geven tot een nominatieve inschrijving van de begunstigde op de bij de algemene uitgavenbegroting gevoegde tabel van de basisallocaties;

5° die betrekking hebben op de facultatieve toelagen hoger dan 20 miljoen frank die aanleiding geven tot een nominatieve inschrijving van de begunstigde op de bij de algemene uitgavenbegroting gevoegde tabel van de basisallocaties;

6° die betrekking hebben op ontwerpen van beslissing inzake overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, die aan de Regering worden voorgelegd krachtens het besluit tot regeling van haar werking;

7° die betrekking hebben op het verlenen van de Gewestwaarborg buiten de toepassing van de organieke bepalingen die de toekenningsvoorwaarden ervan vaststellen.

De Minister van Begroting betuigt zijn instemming binnen tien dagen.

Art. 6. De ontwerpen van beslissing van de Regering bedoeld in de artikelen 40, § 2, en 44, van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, worden gezamenlijk door de Minister bevoegd voor de Begroting en de functioneel bevoegde Minister aan de Regering voorgelegd.

HOOFDSTUK IV. — *De Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken*

Art. 7. Aan de instemming van de Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken worden onderworpen de voorontwerpen van decreet en de ontwerpen van besluit die ertoe strekken :

- 1° de personeelsformaties vast te stellen of te wijzigen;
- 2° de bezoldigingsregeling van het personeel en de weddeschalen van de graden vast te stellen of te wijzigen;
- 3° statutaire bepalingen voor het personeel vast te stellen of te wijzigen;

HOOFDSTUK V. — *Gemeenschappelijke bepalingen voor hoofdstukken III en IV*

Art. 8. Wanneer de in de artikelen 5 en 7 bedoelde voorontwerpen en ontwerpen de instemming van de Minister bevoegd voor de Begroting of van de Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken niet hebben gekregen, kunnen zij door de betrokken Minister aan de Regering worden voorgelegd.

Art. 9. De Minister bevoegd voor de Begroting en de Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken kunnen, ieder wat hem betreft, voor bepaalde aangelegenheden beslissen dat het gunstig advies van de Inspecteur van Financiën vrijstelt van hun voorafgaande instemming.

HOOFDSTUK VI. — *De Inspecteurs van Financiën*

Art. 10. De Inspecteurs van Financiën vervullen de functie van budgettaire en financiële raadgever van de Minister bij wie ze geaccrediteerd zijn.

Art. 11. De Inspecteurs van Financiën verstrekken aan de Minister bij wie ze geaccrediteerd zijn, alle aanbevelingen die de doeltreffendheid en de doelmatigheid van de ingezette middelen kunnen verhogen, de werking van de diensten kunnen verbeteren en besparingen of ontvangsten kunnen verwezenlijken.

Art. 12. De Inspecteurs van Financiën brengen advies uit, met een gunstige of ongunstige vermelding, over al de aangelegenheden die hun worden voorgelegd door de Minister bij wie zij geaccrediteerd zijn. Zij kunnen inzonderheid door hem belast worden met onderzoekingen bij de door het Gewest gesubsidieerde openbare of particuliere instellingen.

Art. 13. De Inspecteurs van Financiën oefenen eveneens een controlebevoegdheid uit in naam van de Ministers bevoegd voor de Begroting of voor Ambtenarenzaken en brengen advies uit over al de aangelegenheden die de betrokken Ministers hun hebben voorgelegd met inbegrip, wat de Minister bevoegd voor de Begroting betreft, van de aangelegenheden m.b.t. de beleggingen en de leningen van de pararegionale instellingen.

De Inspecteurs van Financiën kunnen door de Minister bevoegd voor de Begroting belast worden met de controle op de lenings- en beleggingsverrichtingen van de diensten van de Regering en van de pararegionale instellingen van categorie A, op een door hem bepaalde wijze.

Art. 14. Aan de Inspecteur van Financiën worden voor voorafgaand advies voorgelegd :

- 1° de voorontwerpen van decreet, de ontwerpen van besluit van de Regering en van ministerieel besluit, van omzendbrief of van beslissing;
 - a) die in het kader van de in hoofdstuk II bedoelde bevoegdheid aan de Regering worden voorgelegd;
 - b) die aan de Ministers bevoegd voor de Begroting of voor Ambtenarenzaken worden voorgelegd;
- 2° de voorstellen waarvan de verwezenlijking een rechtstreekse of onrechtstreekse weerslag kan hebben op de uitgaven of de ontvangsten van het Gewest en de voorstellen m.b.t. de administratieve inrichting van de diensten;
- 3° de voorstellen die betrekking hebben op het verlenen van de Gewestwaarborg;
- 4° de voorstellen die in het kader van het opmaken van de begrotingen worden gedaan.

Art. 15. In afwijking van de bepalingen van artikel 14, 2°, is het advies van de Inspecteur van Financiën niet vereist voor :

- 1° personeelsuitgaven, voor zover het de toepassing van het geldelijk en administratief statuut betreft;
- 2° zendingen in België en in het buitenland;
- 3° overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten waarvan het bedrag van de schatting of het bedrag zonder BTW lager is dan :

	openbare aanbesteding of algemene offerteaanvraag	beperkte aanbesteding of beperkte offerteaanvraag	onderhandelingsprocedure en onderhandse procedure
werken	10 000 000	5 000 000	2 500 000
leveringen	8 000 000	5 000 000	1 250 000
diensten	5 000 000	2 500 000	1 250 000

De overheidsopdrachten voor een bedrag hoger dan 200 000 F moeten maandelijks aan de Inspectie van Financiën worden medegedeeld.

4° toelagen :

- a) die toegekend zijn overeenkomstig organieke regelen die de toekenningsvoorwaarden, de begunstigde en het vaste bedrag ervan definitief bepalen;
- b) andere, waarvan het bedrag lager is dan 125 000 F;
- 5° andere uitgaven onderworpen aan organieke regelen die de toekenningsvoorwaarden, de begunstigde en het vaste bedrag ervan definitief bepalen.

Bij beslissing van de Regering kunnen de in het eerste lid vastgestelde bedragen voor bepaalde categorieën uitgaven gewijzigd worden.

De Inspecteurs van Financiën behouden hun raadgevende bevoegdheid inzake de algemene aanwending van de kredieten voor de in het eerste lid bedoelde uitgaven.

Art. 16. In de uitoefening van hun functie onderzoeken de Inspecteurs van Financiën of de voorstellen overeenkomen met de beslissingen van de Regering en met de ministeriële beslissingen.

De opmerkingen van het Rekenhof worden aan de Inspecteurs van Financiën medegedeeld.

Art. 17. Wanneer de betrokken Minister zich niet kan aansluiten bij een ongunstig advies van een Inspecteur van Financiën over één van de in artikel 14, 2° en 3° bedoelde voorstellen, maakt hij het voorstel aanhangig bij de Regering die zich erover moet uitspreken.

Art. 18. Op voordracht van de Minister bevoegd voor de Begroting beslist de Regering over de aanstelling van de Inspecteurs van Financiën.

Art. 19. De Inspecteurs van Financiën kunnen hun opdracht op stukken en ter plaatse uitvoeren. Ze hebben toegang tot alle dossiers en archieven en ontvangen van de diensten alle inlichtingen waarom zij vragen.

Zij mogen niet deelnemen aan het beleid noch het beheer van de diensten van de Minister bij wie zij geaccrediteerd zijn en ook geen bevelen geven tot het verhinderen of schorsen van verrichtingen.

In dringende gevallen kunnen de Ministers vragen dat het advies van de Inspecteur van Financiën hun binnen een door hen bepaalde termijn wordt medegedeeld.

HOOFDSTUK VII. — *Algemene bepalingen en slotbepalingen*

Art. 20. Indien een Minister één van de in dit besluit bedoelde voorstellen voorlegt aan de Regering, aan de Minister bevoegd voor de Begroting of aan de Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken, voegt hij daar telkens het advies van de Inspecteur van Financiën bij.

Art. 21. Elk besluit vermeldt in de aanhef, met opgave van de datum, het advies van de Inspecteur van Financiën, het akkoord van de Regering, van de Minister bevoegd voor de Begroting of van de Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken.

In geval van toepassing van artikel 9 vermeldt het de beslissing van de Minister bevoegd voor de Begroting of van de Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken.

Art. 22. De toepassing van dit besluit doet geen afbreuk aan de bepalingen die bij besluit door de Regering worden genomen met het oog op de regeling van haar werking.

Art. 23. De leden van de Waalse Regering zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 juli 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON
De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE



F. 97 — 1622

[C — 97/27405]

17 JUILLET 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon portant règlement du fonctionnement du Gouvernement

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 68, alinéa 1^{er};

Vu le décret I du 7 juillet 1993 relatif au transfert de l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne;

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité d'adapter les procédures relatives aux marchés publics à l'entrée en vigueur, au 1^{er} mai 1997, de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Considérant également la nécessité d'adopter une disposition permettant au Ministre ayant la Santé dans ses attributions d'octroyer la garantie de la Région aux emprunts contractés par les centres hospitaliers psychiatriques;

Considérant enfin qu'il convient de permettre au Gouvernement de fonctionner de la façon la plus efficace possible; que cette nécessité implique l'entrée en vigueur des présentes dispositions dans les plus brefs délais;

Sur la proposition du Ministre-Président du Gouvernement wallon, chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

Arrête :

Article 1^{er}. Sans préjudice des délégations qu'il accorde à ses membres, le Gouvernement wallon délibère collégialement selon la procédure du consensus et définit les orientations politiques dans les matières qui relèvent de la compétence de la Région.